



CJP MO

CANADIENS POUR LA JUSTICE
ET LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

– Pour diffusion immédiate -

FOR IMMEDIATE RELEASE –

Des députés provinciaux ontariens approuvent une motion qui passe outre l'historique des faits du côté du régime israélien

Toronto, le 2 mars 2010 – Dans une démarche visant à contrecarrer le lancement cette semaine de conférences dans le cadre de la Semaine contre l'Apartheid israélien à travers le Canada, les trente députés provinciaux présents à l'Assemblée législative de l'Ontario jeudi dernier ont voté à l'unanimité en faveur d'une motion la condamnant. La motion suggère qu'il est inapproprié d'attribuer le terme « apartheid » à Israël et que l'utilisation du terme dans ce contexte diminue la souffrance subie par les victimes d'apartheid en Afrique du Sud. Toutefois, vis-à-vis de ces deux sujets, la motion contredit l'historique des faits: les organisations des droits de l'homme ont recensé de nombreuses mesures d'apartheid dans la politique d'Israël; des leaders de l'Afrique du Sud ont constamment comparé le régime israélien à celui de l'apartheid en Afrique du Sud, affirmant même que les violations des droits de l'homme en Israël étaient plus flagrantes.

Dans une fiche d'information publiée en 2007, Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJP MO) fut l'une des nombreuses organisations qui ont documenté certaines des manifestations d'apartheid en Israël. Il s'agit notamment de lois sur la réunification des familles à caractère racial, de pratiques de développement municipal à caractère racial, d'approbations de permis de construction à caractère racial, de non-reconnaissance des villages palestiniens, d'inégalités raciales au détriment des citoyens palestiniens d'Israël et de contrôles policiers discriminatoires vis-à-vis des citoyens palestiniens d'Israël. Plusieurs organisations israéliennes des droits de l'homme sont au premier rang en termes de documentation de ces pratiques et plusieurs de ces pratiques ont été révélées dans des rapports hautement publicisés, dont le rapport de la commission israélienne Or de 2003.

« L'utilisation du terme *apartheid* en association avec Israël peut rendre certains Canadiens inconfortables », consent Thomas Woodley, président de CJP MO, « Mais cela reflète la réalité de la société israélienne d'aujourd'hui ». Pour illustrer ses propos, Woodley a cité la « Loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël » qui interdit la réunification familiale pour les citoyens Palestiniens d'Israël qui ont des conjoints en Cisjordanie, mais qui la permet pour les citoyens juifs d'Israël ayant des conjoints vivant dans les colonies juives de Cisjordanie. Woodley a également rejeté l'argument selon lequel la démocratie en Israël empêcherait la pratique d'apartheid. « La société israélienne manifeste les caractéristiques essentielles d'apartheid dans une démocratie: un système de lois dans lequel les groupes dominants et les groupes subordonnés ne disposent pas des mêmes droits, et un système politique conçu pour s'assurer que le groupe dominant ait et conserve la majorité des votes ».

La motion de l'Assemblée de l'Ontario, parrainée par Peter Shurman (Thornhill), a été programmée pour contrer l'élan créé par le lancement des activités de la Semaine contre l'Apartheid israélien cette semaine dans plus de quinze villes à travers le Canada. Malgré les affirmations contraires de Shurman, plusieurs leaders sud-africains considèrent l'apartheid en Israël plus grave que celui pratiqué en Afrique du Sud. John Dugard, un avocat qui s'est longuement battu contre l'apartheid en Afrique du Sud a affirmé: « [...] tous les Noirs sud-africains ayant visité les Territoires palestiniens avec lesquels je parle en ont été horrifié et disent sans hésitation que le système qui s'applique en Palestine est pire que celui qu'ils ont subi ». Après une visite en Israël-Palestine en 2006, Willie Madisha, ancien dirigeant du COSATU (Congrès des syndicats d'Afrique du Sud) a également déclaré: « La déshumanisation horrible des Sud-Africains noirs pendant les anciennes années d'apartheid n'est absolument rien en comparaison avec ce que j'ai vu et ce que je sais avoir lieu en rapport au peuple Palestinien ».

À propos de CJP MO – *Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJP MO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la*

paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

Pour plus d'informations, contactez Grace Batchoun au 514 745-8491 ou grace.batchoun@cjpmo.org.
Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient - www.cjpmo.org

Ce communiqué de presse peut être reproduit, en totalité ou en partie, sans autorisation.